

Avis adopté

Séance plénière du 25 octobre 2023

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023

Déclaration du groupe des Outre-mer

L'avenir est la seule transcendance des hommes disait Albert Camus mais à la lecture des résultats de l'enquête d'IPSOS, les Français envisagent l'avenir à reculons.

La multiplication des crises depuis plus de 15 ans doublée des conséquences de la Covid, de crises internationales loin d'être réglée et de l'inflation galopante accentuent une méfiance qui conduit les ménages à moins consommer lorsqu'ils ne s'engouffrent pas dans une spirale d'endettement.

Cette appréhension de l'avenir gagne aujourd'hui les classes moyennes qui redoutent d'être déclassées.

Les indicateurs ne permettent pas toujours la prise en compte des données des Outre-mer et de connaître l'état global de leur situation, pour autant ils mettent en exergue le singulier paradoxe ultramarin.

En dépit d'un niveau de croissance souvent supérieur à celui de la moyenne nationale, le dynamisme de nos économies est notoirement insuffisant pour créer de l'emploi et juguler le chômage de masse qui atteint plus d'un tiers de la population active.

Il faut le rappeler, le taux de pauvreté outre-mer est trois ou quatre fois plus élevé que dans l'Hexagone et il touche non seulement les exclus du marché du travail mais aussi les travailleurs à bas salaires, ce qui par conséquent constitue une grave menace de décohésion sociale. Ce sont toutes ces situations qui ont notamment provoquées bien avant la crise des gilets jaunes le cri de nos populations.

En temps de crises et elles se multiplient, la mise en relief de toutes ces inégalités est exacerbée et détruit nombre d'efforts, nombre d'entreprises, mais de plus entraîne de véritables drames humains.

Oui l'accès à la santé, à l'éducation, au logement et la préservation de l'environnement sont autant d'obligations et de missions du service public que le principe d'égalité suppose de mettre en forme d'une manière suffisante sur chaque territoire sans que des considérations de coût strictement budgétaire emporte le sens des décisions à prendre. Sinon demain le prix à payer sera très lourd mais inévitable.

Année après année, dans les Outre-mer nous continuons à colmater et à nourrir une économie de comptoir qui crée depuis des décennies des situations de rente.

Or, c'est bel et bien une réflexion profonde sur le changement de modèle économique dans ces territoires qu'il convient de mener pour redonner du pouvoir d'achat aux ultramarins.

Il faut pour cela que nos gouvernants aient le courage et la volonté d'entendre la voix de la société civile organisée.

Le groupe des outre-mer a voté ce RAEF 2023.